

Service Protection de l'Environnement  
9 rue de la Grenouillère  
01012 Bourg-en-Bresse Cédex

Bourg-en-Bresse, le 04/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAS Vandemoortele**

Parc industriel de la plaine de l'Ain  
760 avenue des Bergeries  
01150 Saint-Vulbas

Références : courrier départ n°2024-01374  
Code AIOT : 0006113588

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2024 dans l'établissement SAS Vandemoortele implanté Parc industriel de la plaine de l'Ain 760 avenue des Bergeries 01150 Saint-Vulbas. L'inspection a été annoncée le 18/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS Vandemoortele
- Parc industriel de la plaine de l'Ain 760 avenue des Bergeries 01150 Saint-Vulbas
- Code AIOT : 0006113588
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Vandemoortele exploite sur la commune de St Vulbas une installation spécialisée dans la fabrication de pains précuits surgelés et de viennoiseries pré-poussées surgelées. Elle est autorisée par arrêté préfectoral du 20 août 2014, complété le 27 septembre 2017 et le 03 mars 2022.

Les activités de l'établissement sont classées au titre de la rubrique IED 3642-3 pour 120t/j.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024 – rejets aqueux
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Débit de rejet	Arrêté Préfectoral du 20/08/2014, article 4.3.5.3	Demande d'action corrective	4 mois
9	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
10	Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs	Arrêté Préfectoral du 20/08/2014, article Annexe	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs	Arrêté Préfectoral du 20/08/2014, article Annexe	Demande d'action corrective	2 mois
12	Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs	Arrêté Préfectoral du 20/08/2014, article Annexe	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Schéma des réseaux	Arrêté Préfectoral du 20/08/2014, article 4.2.2	Sans objet
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Préfectoral du 20/08/2014, article 4.3.5.2	Sans objet
5	Respect des périodicités minimales de surveillance	AP Complémentaire du 03/03/2022, article 6	Sans objet
6	Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement	AP Complémentaire du 03/03/2022, article 5	Sans objet
7	Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Préfectoral du 20/08/2014, article 4.3.8	Sans objet
8	Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement	AP Complémentaire du 27/09/2017, article 3.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de la visite d'inspection que le suivi des rejets est réalisé régulièrement et les résultats enregistrés dans GIDAF à l'exception de l'enregistrement des rejets liés aux purges du système de refroidissement et pour lequel une action corrective est demandée. Un échantillonneur

automatique a été remis en fonctionnement fin décembre 2023. Les résultats du contrôle inopiné de décembre 2023 a confirmé les observations mentionnées dans les rapports du prestataire réalisant les prélèvements et analyses, précisant que la mesure du débit ne peut pas être normalisée compte tenu de la configuration du point de mesure. Les paramètres pH et température sont actuellement relevés uniquement journalièrement, en l'absence d'un enregistrement automatique en continu fiable. Ce point est à corriger.

Les VLE des différents rejets sont respectées. Par contre, le respect des VLE des eaux résiduaires ne pourra pas être maintenu avec les nouvelles valeurs définies à la suite du réexamen et applicables en 2024. Une demande de dérogation est en cours.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Schéma des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/08/2014, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Schéma des réseaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;</li> <li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...);</li> <li>- les secteurs collectés et les réseaux associés ;</li> <li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...);</li> <li>- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Vu plan à jour avec l'ensemble des réseaux :</p> <p>4 réseaux de collecte et évacuation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Eaux résiduaires</u> dirigées dans le réseaux des eaux usées du PIPA pour traitement par la STEP</li> <li>- <u>Eaux des sanitaires</u> dirigées dans le réseaux des eaux usées du PIPA pour traitement par la STEP</li> <li>- <u>Eaux pluviales des toitures</u> qui sont collectées au niveau d'un bassin pour infiltration</li> <li>- <u>Eaux pluviales susceptibles d'être polluées</u> : les eaux des différentes zones imperméabilisées sont collectées dans un bassin et ensuite pompées sous contrôle du débit (100m<sup>3</sup>/h) et dirigées vers le réseau des eaux pluviales du PIPA après passage dans un séparateur d'hydrocarbures.</li> <li>- <u>Eaux des purges de l'installation de refroidissement</u> qui rejoignent le réseau des eaux de voiries.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.</p> <p>Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.</p>
<b>Constats :</b>

Les 2 réseaux ( eaux résiduaires et eaux sanitaires) rejoignent au même endroit le réseau des eaux usées du PIPA :

Vu les deux regards correspondant à la collecte des eaux de chaque réseau (résiduaire et sanitaire).

Vu le point de rejet commun aux 2 réseaux avec un rejet en cours ( couleur blanchâtre).

Vu les 2 bassins de rejets des eaux pluviales de toiture et des eaux pluviales de voirie.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Points de prélèvement aménagés

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/08/2014, article 4.3.5.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés

**Prescription contrôlée :**

**4.3.5.2.1 Aménagement des points de prélèvements**

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur

**4.3.5.2.2 Section de mesure**

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

**Constats :**

Vu le point de prélèvement des eaux résiduaires avant rejet dans le réseau d'assainissement du PIPA.

Accès facile au point de prélèvement.

Vu 2 armoires dont :

- une avec préleveur automatique multiflacons ( 24) dans enceinte réfrigérée
- une avec les relevés en continu des températures et pH.

Vu dans regard débitmètre avec report des résultats sur compteur aérien fixé sur l'armoire.

Vu dans le dernier rapport du contrôle inopiné réalisé en décembre 2023 par SOCOTEC, un commentaire indiquant que « la configuration du point de mesure ne permet pas d'installer une mesure de débit normalisée. Un manchon déversoir a été installé retirant l'accréditation sur l'échantillonnage asservi au débit. Cependant l'échantillonnage reste représentatif. »

Ce commentaire a également été relevé sur d'autres rapports des analyses mensuelles.

Vu point de rejet des eaux pluviales des toitures, accessible. Prélèvement ponctuel.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 4 : Débit de rejet

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/08/2014, article 4.3.5.3



<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Débit de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des systèmes permettant la mesure en continu du pH, de la température et du débit sont installés. Ces systèmes, utilisés trimestriellement, permettant le prélèvement continu, sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4°C
<b>Constats :</b>  Vu point de prélèvement des eaux résiduaires avec mesure en continu du débit, pH et température. Vu débitmètre et report des résultats. Vu dans l'atelier l'enregistrement automatique des valeurs du pH et de la température sur la centrale d'enregistrement : des écarts sont relevés entre les valeurs instantanées affichées au niveau de l'armoire (pH : 4,28 – T : 20,9°C) et les valeurs enregistrées (pH : 10 – T : 22°C) : l'enregistreur n'est pas fiable. L'exploitant fait un relevé journalier au niveau du point de mesure en attendant que l'origine du problème sur l'enregistreur soit trouvée et solutionnée.  Vu l'affichage de la température de l'enceinte réfrigérée de l'échantillonneur automatique : 3°C
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Faire réparer l'enregistreur pour assurer un enregistrement en continu et fiable des paramètres comme demandé dans l'arrêté préfectoral.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

**N° 5 :** Respect des périodicités minimales de surveillance

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 03/03/2022, article 6.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions de l'article 9.2.2 de l'arrêté préfectoral du 20 août 2014 modifié sont remplacées par les dispositions suivantes :

**Jusqu'au 04/12/2023 :**

"Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :

PARAMÈTRES	AUTO SURVEILLANCE ASSURÉE PAR L'EXPLOITANT	
	Type de suivi	Périodicité de la mesure
Débit	Continu	Mesure continue
Température		
PH		
DCO		
DBO5	Bilan 24h	Trimestrielle
MES		
NTK		
Ptotal		
Cuivre	Bilan 24h	Annuelle
Zinc		
Famille des nonylphénols		

**A compter du 05 décembre 2023,**

Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :

PARAMÈTRES	AUTO SURVEILLANCE ASSURÉE PAR L'EXPLOITANT	
	Type de suivi	Périodicité de la mesure
Débit	Continu	Mesure continue
Température		
PH		
DCO		
DBO5	Bilan 24h	Mensuelle
MES		
NGL		
Ptotal		
Cuivre	Bilan 24h	Annuelle
Zinc		
Famille des nonylphénols		

La fréquence de l'autosurveillance pourra être modifiée par l'inspection si les résultats ne sont pas conformes. L'inspection peut demander à tout moment la réalisation d'analyses complémentaires."

**Constats :**

Cadre GIDAF modifié en mars 2024 avec les valeurs de l'AP retenues à partir de décembre 2023. Les fréquences du débit, température et pH sont encore à mettre « en continu » par l'inspection.

Vu résultats transmis sur GIDAF de janvier 2023 à février 2024 :

- Eaux Résiduaires :

Les prélèvements ont été réalisés avec une fréquence mensuelle au lieu de trimestrielle. Absence des résultats dans GIDAF pour avril et juin 2023 mais analyses réalisées.

Les fréquences des paramètres Cu et Zn sont mensuelles à partir de Août au lieu de annuelles.

- Eaux pluviales de toiture :

Fréquence semestrielle respectée (juin et décembre).

- Eaux pluviales susceptibles d'être polluées :  
Fréquence semestrielle respectée (juin et octobre).
- Eaux des purges installations de refroidissement  
Selon les paramètres, fréquences trimestrielles ou annuelles, respectées.

Convention de déversement du 10 mars 2022 : fréquence mensuelle et continue pour température, débit et pH.

**Type de suites proposées** : Sans suite

#### N° 6 : Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement

**Référence réglementaire** : AP Complémentaire du 03/03/2022, article 5

**Thème(s)** : Risques chroniques, Respect des VLE

Actions correctives en cas de dépassement

##### **Prescription contrôlée :**

Les dispositions de l'article 4.3.7.2 de l'arrêté du 20 août 2014 modifié sont remplacées par les dispositions suivantes : « Les eaux usées rejoignent la station d'épuration de la Plaine de l'Ain à SAINT VULBAS. »

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans la station d'épuration de la Plaine de l'Ain-St VULBAS, les valeurs limites en concentration et flux définies par la convention de rejet, reprises ci-dessous :

Jusqu'au 04/12/2023 :

PARAMÈTRE	CONCENTRATION MAXIMALE (MG/L)	CHARGE MOYENNE (KG/J)
Débit max.	40m3/j	
PH	compris entre 5.5 et 8.5	
Température	< 35°C	
DBO5	3 000	120
DCO	5500	220
MES	2500	100
NK	150	6
Pt	50	2

Le rapport DCO/DBO5 devra être inférieur ou égal à 3,5.

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base mensuelle.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

##### Micropolluants

Substances	Code Sandre	Concentrations maximales
Cuivre	1392	0,150 mg/l
Zinc	1383	0,8 mg/l
Famille des nonylphénols	1958	25 µg/l



Dans le cas de l'autosurveillance, deux échantillons non conformes peuvent dépasser les valeurs limites prescrites ci-dessus, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs.

**A compter du 05 décembre 2023**, l'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans la station d'épuration de la Plaine de l'Ain-St VULBAS, les valeurs limites en concentration et flux définies

PARAMÈTRE	CONCENTRATION MAXIMALE (MG/L)	CHARGE MOYENNE (KG/J)
Débit max.	40m3/j	
PH	compris entre 5.5 et 8.5	
Température	< 35°C	
DBO5	3 000	120
DCO	1400	56
MES	800	32
NGL	20	0,8
Pt	26	1,04

#### Micropolluants

Substances	Code Sandre	Concentrations maximales
Cuivre	1392	0,150 mg/l
Zinc	1383	0,8 mg/l
Famille des nonylphénols	1958	25 µg/l

Dans le cas de l'autosurveillance, deux échantillons non conformes peuvent dépasser les valeurs limites prescrites ci-dessus, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs."

#### Constats :

Vu résultats dans GIDAF de janvier 2023 à février 2024 :

##### - Eaux résiduaires :

Pas de dépassements vis à vis des VLE autorisées jusqu'au 04/12/2023 sauf en janvier 2024 pour les paramètres température et pH qui sont également ressortis non-conformes sur le contrôle inopiné de décembre 2023 :

Commentaires sur GIDAF remplis.

Mesures correctives : une fuite d'eau chaude (55°C) a été décelée et réparée.

Contrôle des centrales de dilution (08 janvier) et formation du personnel en charge du nettoyage (15 février).

Résultats sur février 2024 redevenus conformes.

Le cadre a été modifié en mars 2024 pour prendre en compte les VLE définies à la suite du réexamen et qui sont applicables à partir du 04/12/2023. Ces nouvelles VLE ne pourront pas être respectées pour tous les paramètres. Un dossier de demande de dérogation vient d'être déposé. L'exploitant a engagé des campagnes de mesures pour mieux cerner la typologie de ses rejets.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/08/2014, article 4.3.8

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux pluviales

##### **Prescription contrôlée :**

Valeurs limites d'émission des eaux pluviales

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet :

- des eaux pluviales susceptibles d'être polluées dans le réseau de collecte de la Plaine de l'Ain-St VULBAS ;
  - des eaux pluviales de toitures par infiltration ;
- les valeurs limites en concentration et flux définies par la convention de rejet, reprises ci-dessous

pH = compris entre 6,5 et 8,5

Température = < 28°C

MES = 35 mg/L

Hydrocarbures = 5 mg/L

L'installation doit respecter les prescriptions de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

#### Constats :

Vu restitution GIDAF et résultats des analyses

- Eaux pluviales toiture : VLE respectées.

- Eaux pluviales susceptibles d'être polluées : VLE respectées sur octobre. Non conforme pour MES en juin (450 mg/l) : d'après l'exploitant ce résultat est lié à la difficulté de prélèvement à cette période faute de pluie et à un effet « raclage » lors du prélèvement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 27/09/2017, article 3.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux des purges

#### Prescription contrôlée :

En période de traitement préventif, les eaux de purges des installations de refroidissement rejoignent le réseau de collecte des eaux pluviales et eaux industrielles traitées du PIPA.

Lors de périodes de traitement curatif, les eaux de purge sont dirigées vers les eaux usées et la STEP du PIPA.

Les installations de rejet des eaux de purges sont munies d'un point de prélèvement avant rejet dans le réseau d'assainissement collectif afin d'effectuer la surveillance des caractéristiques de ces eaux, notamment le suivi du pH.

Si la surveillance des rejets des eaux de purges des installations de refroidissement spécifique fait apparaître un impact néfaste pour l'environnement, les eaux seront stockées sur le site puis pompées par une société spécialisée pour être traitées par une société agréée. La quantité d'eau rejetée est enregistrée au minimum mensuellement dans le carnet de suivi.

L'exploitant doit respecter les prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment les valeurs limites en concentration ci-dessous définies.

- En période de traitement préventif, le rejet dans ce réseau d'eaux pluviales et industrielles traitées s'effectue avec les valeurs limites correspondant à celles d'un rejet dans le milieu naturel suivantes :

PARAMÈTRE	VALEUR
PH	compris entre 5.5 et 9.5
Température	< 30°C

polluants	Valeurs des rejets	fréquence
MEST	100 mg/l si Flux $\leq$ 15 kg/j 35 mg/l si Flux > 15 kg/j	annuelle
DCO	300 mg/l si Flux $\leq$ 50 kg/j 125 mg/l si Flux > 50 kg/j	trimestrielle
Phosphore (phosphore total) : concentration moyenne mensuelle	10 mg/l si Flux $\leq$ 15 kg/j 2 mg/l si Flux $\geq$ 40 kg/j 1 mg/l si Flux > 80 kg/j	annuelle
Fer	5 mg/l	annuelle
Composés organiques halogénés (en AOX)	1 mg/l	trimestrielle
Plomb	0,5 mg/l	annuelle
Nickel	0,5 mg/l	annuelle
Arsenic	50 µg/l	annuelle
Cuivre	0,5 mg/l	annuelle
Zinc	2 mg/l	annuelle
THM (TriHaloMéthane)	1 mg/l	trimestrielle
chlorures		trimestrielle
bromures		trimestrielle
acide Acétique (Dégradation du biocide Ferrocid 8183)	1,68 mg/l	
acide Méthanoïque (Dégradation du biocide Ferrocid 8183)	1,68 mg/l	

• Lors des traitements curatifs, les valeurs limites des rejets seront celles d'un rejet dans la STEP, à savoir :

- T° : <30°C
- pH : entre 5,5 et 9,5
- MEST : 600 mg/l ; - DCO : 2 000 mg/l ;
- Azote global (exprimé en N) : 150 mg/l ;
- Phosphore total (exprimé en P) : 50 mg/l. Pour les polluants autres que ceux réglementés ci-dessus, les valeurs limites sont les mêmes que pour un rejet dans le milieu naturel.

Pour les polluants autres que ceux réglementés ci-dessus, les valeurs limites sont les mêmes que pour un rejet dans le milieu naturel.

Pour les substances rejetées au regard des biocides utilisés, les produits de décomposition susceptibles d'être présents et les valeurs limites de concentration auxquelles elles seront rejetées sont définis dans la stratégie de traitement, conformément à l'article 26-I-2-b) de l'AM du 14/12/13.

Dans le cas de rejet dans le milieu naturel ou de raccordement à la station d'épuration, les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur vingt-quatre heures.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

#### Constats :

Vu les résultats analyses réalisées pas CTC = VLE respectées

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 9 : Transmission GIDAF

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b> Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
<b>Constats :</b>  Observation des restitutions sur GIDAF de janvier 2023 à février 2024 : - <u>Eaux résiduaires</u> : Résultats transmis mensuellement sauf avril et juin 2023. Il s'agit d'un oubli de la part de l'exploitant : vu les analyses réalisées en avril et juin. Rmq : Une fréquence trimestrielle était demandée jusqu'en décembre 2023 avant de passer en mensuelle depuis. Transmission conforme.  - <u>Eaux pluviales de toitures</u> : Transmission conforme  - <u>Eaux pluviales des voiries</u> : Transmission incomplète : 1 seule restitution sur les 2 analyses et sur le mois de décembre au lieu d'octobre.  - <u>Eaux des purges</u> : Pas de restitution car l'exploitant n'avait pas repéré l'onglet sur GIDAF. Le cadre N4 eaux de purge n'est pas à jour. Il sera mis à jour par l'inspection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Compléter dans GIDAF le point de surveillance « N4 eaux purges installations de refroidissement » sous l'onglet des eaux superficielles avec les résultats des analyses. Veiller à réaliser la saisie des résultats sur le mois sur lequel porte réellement l'analyse.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 10 : Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/08/2014, article Annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prescriptions générales
<b>Prescription contrôlée :</b> 1. Prescriptions générales Le laboratoire d'analyse choisi devra impérativement remplir les deux conditions suivantes : 1. Etre accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour la matrice « eaux résiduaires », pour chaque substance à analyser. Afin de justifier de cette accréditation, le laboratoire devra fournir à l'exploitant l'ensemble des documents suivants avant le début des opérations de prélèvement et de mesures afin de justifier qu'il remplit bien les dispositions de la présente annexe : justificatifs d'accréditations sur les opérations de prélèvements (si disponible) et d'analyse de substances dans la matrice « eaux résiduaires » comprenant a minima le numéro d'accréditation et l'extrait de l'annexe technique sur les substances concernées ; liste de références en matière d'opérations de prélèvements de substances dangereuses dans les rejets industriels ; tableau des performances et



d'assurance qualité indiquant si la substance est accréditée ou non et limite de quantification qui doivent être inférieures ou égales aux LQ de l'article 65 ; attestation du prestataire s'engageant à respecter les prescriptions de l'annexe technique.

2. Respecter les limites de quantification listées à l'article 65 pour chacune des substances.

Le prestataire ou l'exploitant pourra faire appel à de la sous-traitance ou réaliser lui-même les opérations de prélèvements. Dans tous les cas il devra veiller au respect des prescriptions relatives aux opérations de prélèvements telles que décrites ci-après, en concertation étroite avec le laboratoire réalisant les analyses. La sous-traitance analytique est autorisée. Toutefois, en cas de sous-traitance, le laboratoire désigné pour ces analyses devra respecter les mêmes critères de compétences que le prestataire c'est-à-dire remplir les deux conditions visées au paragraphe 2 ci-dessus. Le prestataire restera, en tout état de cause, le seul responsable de l'exécution des prestations et s'engagera à faire respecter par ses sous-traitants toutes les obligations de l'annexe technique. Lorsque les opérations de prélèvement sont diligentées par le prestataire d'analyse, il est seul responsable de la bonne exécution de l'ensemble de la chaîne. Lorsque les opérations de prélèvements sont réalisées par l'exploitant lui-même ou son sous-traitant, l'exploitant est le seul responsable de l'exécution des prestations de prélèvements et de ce fait, responsable solidaire de la qualité des résultats d'analyse. Le respect du présent cahier des charges et des exigences demandées pourront être contrôlés par un organisme mandaté par les services de l'Etat. L'ensemble des données brutes devra être conservé par le laboratoire pendant au moins trois ans.

**Constats :**

Les prélèvements et les analyses ont été réalisés par CTC qui est accrédité pour le prélèvement et les analyses des paramètres selon la matrice « eaux résiduaires ».

Sur le rapport d'analyses du dernier contrôle inopiné réalisé en décembre 2023 par SOCOTEC, un commentaire indique que : « la configuration du point de mesure ne permet pas d'installer une mesure de débit normalisée. Un manchon déversoir a été installé retirant l'accréditation sur l'échantillonnage asservi au débit. Cependant l'échantillonnage reste représentatif. »

Un commentaire similaire est retrouvé sur les analyses de CTC.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demander au laboratoire CTC son attestation d'accréditation pour les prélèvements et les analyses.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 11 : Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/08/2014, article Annexe – 2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Conditions générales du prélèvement

**Prescription contrôlée :**

Le volume prélevé devra être représentatif des flux de l'établissement et conforme avec les quantités nécessaires pour réaliser les analyses sous accréditation.

En cas d'intervention de l'exploitant ou d'un sous-traitant pour le prélèvement, le nombre, le volume unitaire, le flaconnage, la préservation éventuelle et l'identification des échantillons seront obligatoirement définis par le prestataire d'analyse et communiqués au préleveur. Le laboratoire d'analyses fournira les flaconnages (prévoir des flacons supplémentaires pour les blancs du système de prélèvement).

Les échantillons seront répartis dans les différents flacons fournis par le laboratoire selon les prescriptions des méthodes officielles en vigueur, spécifiques aux substances à analyser et/ou à la norme NF EN ISO 5667-3 (1). Les échantillons acheminés au laboratoire dans un flaconnage d'une autre provenance devront être refusés par le laboratoire.



(1) La norme NF EN ISO 5667-3 est un guide de bonne pratique. Quand des différences existent entre la norme NF EN ISO 5667-3 et la norme analytique spécifique à la substance, c'est toujours les prescriptions de la norme analytique qui prévalent.

Le prélèvement doit être adressé afin d'être réceptionné par le laboratoire d'analyse au plus tard 24 heures après la fin du prélèvement, sous peine de refus par le laboratoire.

**Constats :**

Avec la remise en fonctionnement de l'échantillonneur automatique, l'exploitant peut lancer lui-même le prélèvement. Le prestataire réalise actuellement l'homogénéisation de l'échantillon. L'exploitant envisage éventuellement de réaliser également cette opération d'homogénéisation. Absence de protocole définissant la nouvelle répartition des opérations entre l'exploitant et le prestataire et la méthode utilisée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit demander au laboratoire le protocole de prélèvement et de réalisation des échantillons.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 12 : Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/08/2014, article Annexe- 2.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prélèvement continu sur 24 heures à température contrôlée

**Prescription contrôlée :**

Ce type de prélèvement nécessite du matériel spécifique permettant de constituer un échantillon pondéré en fonction du débit.

Les matériels permettant la réalisation d'un prélèvement automatisé en fonction du débit ou du volume écoulé, sont :

- soit des échantillonneurs monoflacons fixes ou portatifs, constituant un seul échantillon moyen sur toute la période considérée ;
- soit des échantillonneurs multiflacons fixes ou portatifs, constituant plusieurs échantillons (en général 4, 6, 12 ou 24) pendant la période considérée. Si ce type d'échantillonneurs est mis en oeuvre, les échantillons devront être homogénéisés pour constituer l'échantillon moyen avant transfert dans les flacons destinés à l'analyse.

Les échantillonneurs utilisés devront réfrigérer les échantillons pendant toute la période considérée.

Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, le préleveur pratiquera un prélèvement asservi au temps, ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie (par exemple rejets homogènes en batchs). Dans ce cas, le débit et son évolution seront estimés par le préleveur en fonction des renseignements collectés sur place (compteurs d'eau, bilan hydrique, etc). Le préleveur devra lors de la restitution préciser la méthodologie de prélèvement mise en oeuvre.

Un contrôle métrologique de l'appareil de prélèvement doit être réalisé périodiquement sur les points suivants (recommandations du guide FD T 90-523-2) :

- justesse et répétabilité du volume prélevé (volume minimal : 50 ml, écart toléré entre volume théorique et réel 5 %) ;
- vitesse de circulation de l'effluent dans les tuyaux supérieure ou égale à 0,5 m/s.

Un contrôle des matériaux et des organes de l'échantillonneur seront à réaliser (voir blanc de système de prélèvement).

Le positionnement de la prise d'effluent devra respecter les points suivants :

- dans une zone turbulente ;
- à mi-hauteur de la colonne d'eau ;
- à une distance suffisante des parois pour éviter une contamination des échantillons par les dépôts ou les biofilms qui s'y développent.

**Constats :**

Les prélèvements réalisés par CTC sont proportionnels au débit.

Le site vient de remettre en fonctionnement un échantillonneur multiflacons (24 flacons) fixe dans une enceinte réfrigérée : température affichée lors de la visite : 3°C .

**Demandé à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Si l'exploitant réalise les prélèvements, l'exploitant doit faire un contrôle initial de calage.

Il est rappelé à l'exploitant qu'un contrôle de recalage est ensuite à réaliser tous les 2 ans (art 58-III de l'AM 02/02/1998).

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

